



Vincent Destieu
Directeur des
Investissements
chez Phatisa,
fonds de capital-
investissement
africain
spécialisé dans
l'agrobusiness

Pour plus d'information :
www.phatisa.com

*« Le risque
politique
en Afrique
Subsaharienne
est, selon moi,
généralement
surévalué... »*

*« L'Afrique est – avec l'Amérique latine - reconnue
comme le plus important potentiel de production de
biens alimentaires »*

“

Quelles sont les grandes tendances
de l'agroalimentaire en Afrique Subsaharienne, quels sont les
pays et secteurs les plus dynamiques ?

L'agroalimentaire en Afrique Sub-Saharienne pourrait se révéler une industrie de 1,000 milliards de dollars d'ici 2030 selon la Banque Mondiale. En effet, le secteur profite de la concomitance de deux dynamiques de croissance – continentale et globale.

Les grandes tendances continentales sont connues : accélération démographique (le continent représente 50% de la croissance de la population mondiale d'ici 2050) ; Progrès technologique libérant une nouvelle révolution verte ; et urbanisation florissante (moyenne actuelle de 37% versus 54% mondialement ; les marchés urbains alimentaires devraient quadrupler d'ici 2030).

Globalement, dans une stratégie anticipatrice de raréfaction des ressources et de sécurité alimentaire, l'Afrique est – avec l'Amérique latine - reconnue comme le plus important potentiel de production de biens alimentaires pour répondre aux besoins exponentiels de la population mondiale.

Ces dynamiques impliquent des investissements agroalimentaires significatifs dans les secteurs suivants : transformation, logistique, infrastructure de marché et réseaux de distribution.

La classe moyenne africaine en forte croissance recherche une plus grande diversité et qualité alimentaire. Les secteurs profitant de cette nouvelle consommation locale sont le riz, les céréales, l'avicole, les huiles végétales et les produits transformés se substituant aux importations. Pour l'exportation, le cacao, le caoutchouc et l'huile de palme me paraissent les segments les plus favorables. En ce qui nous concerne, Phatisa investit fortement dans les "agri-inputs" : matériel agricole, mécanisation, fertilisants et produits phytosanitaires ; en ligne avec les très faibles rendements et le niveau très bas d'utilisation d'intrants modernes en Afrique.

Il est à noter que l'intérêt du secteur privé est sans précédent ; au-delà des acteurs historiques présents en Afrique (LDC, Nestlé, SABMiller etc.), se développe concrètement l'investissement stratégique de leaders mondiaux du secteur, de Danone à Bunge, d'Ajinomoto à Heineken. Les investisseurs recherchent des modèles d'intégration verticale, travaillant avec les communautés paysannes locales.

En termes de pays, je souhaiterais souligner qu'en 2017, 9 des 20 économies les plus dynamiques au monde seront en Afrique. Les pays les plus attractifs pour l'agroalimentaire sont aujourd'hui la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal en Afrique de l'Ouest ; le Kenya, la Tanzanie sur la côte orientale ; et l'Afrique du Sud et la Zambie en Afrique Australe.



International



Quel sont les risques principaux à investir en Afrique Subsaharienne, et comment les contrôler ?

Les investisseurs et groupes opérant dans la région citent prioritairement les challenges suivants : des infrastructures inadéquates et des coûts de transport substantiels, le double fardeau de la bureaucratie et la corruption, et le manque de compétences sur le terrain.

Pour ma part, au-delà de la nature cyclique et de la volatilité inhérentes à certaines activités du secteur, j'insisterais sur trois risques principaux : l'instabilité politique, l'inefficacité des supply chain et le risque de change.

Le risque politique est, selon moi, généralement surévalué ; Par manque d'expérience et de connaissance terrain, nous observons un réel décalage entre perception du risque et réalité. L'Afrique sub-saharienne n'a jamais paru aussi stable, historiquement mais aussi à l'aune des tensions dans les autres Emergents. Les grilles de lecture des décideurs des entreprises européennes doivent désormais refléter ceci.

En revanche les deux autres risques sont définitivement sous-évalués.

Le risque de change est double : le premier, celui de la dépréciation accélérée de la monnaie locale est évident ; le second l'est moins du point de vue d'environnement mature : la quasi-impossibilité de changer la monnaie locale en devises internationales (euros/USD) et de rapatrier ses cash flows. On assiste alors impuissant à une double peine : le blocage de profit/cash en devise locale qui se déprécie significativement. L'Angola, le Mozambique et le Nigéria sont des exemples actuels des difficultés liées à la monnaie, à sa volatilité et sa liquidité.

Enfin le risque supply chain : le challenge est le manque de structures de supply chain auxquelles sont habituées les opérateurs européens. Vous ne pouvez pas compter seulement sur des supply chain externes et formalisées. Le manque de sophistication de la plupart des marchés – en amont et en aval – exige des approches inclusives et intégrantes.

Quelques pistes pour réduire ces risques : investir dans des pays à l'économie plus diversifiée et à la devise plus stable (Franc CFA, Shilling etc.) ; Viser des cibles aux opérations multi-pays et/ou multi-segments ; Investir aux cotés de partenaires ; Investir dans la supply chain idoine pour votre capacité de production ; Mettre en place des programmes de recrutement et s'assurer de la formation des talents nécessaires à la continuité du projet.

Pourquoi avoir décidé d'ouvrir un nouveau bureau à Abidjan?

L'ouverture de notre prochain bureau à Abidjan se comprend dans la continuité de notre développement pan Africain après l'ouverture de bureaux à Johannesburg et Nairobi.

Nous sommes déjà présents en Côte d'Ivoire à travers notre investissement dans CBC, un des leaders de l'eau minérale avec sa marque « Olgane ».

Nous souhaitons renforcer nos investissements en Côte d'Ivoire mais aussi en Afrique de l'Ouest, et une présence physique nous paraît une condition sine qua non de ce renforcement. Le bureau aura en effet une vocation régionale, du Sénégal au Cameroun.

International

Jusqu'à récemment, les investissements et le narratif « Africa Rising » se concentraient en Afrique Anglophone, autour de l'Afrique du Sud, du Nigéria et du Kenya. Il y a désormais un effet de rattrapage pour l'Afrique de l'Ouest, francophone notamment.

Quel conseil pourriez-vous donner à une entreprise européenne de l'agroalimentaire qui veut s'implanter en Afrique ?

En quelques mots : articuler une réflexion long-terme, être patient et opiniâtre, s'associer avec des acteurs ayant une expérience de l'environnement local.

Une illustration récente : Heineken en Côte d'Ivoire. Heineken s'est associé avec CFAO (présent en Afrique de l'Ouest depuis plus d'un siècle) dans une JV pour construire une brasserie à Abidjan (investissement de 150 millions d'euros) et s'attaquer au monopole de Castel.

Pour conclure, l'Afrique doit être selon moi à l'agenda du développement de toute entreprise européenne ambitieuse. Pour son potentiel de marché, de ressources humaines et agricoles de même que pour sa proximité avec l'Europe ; La proximité géographique, historique, culturelle de certains pays en font des destinations de choix pour les leaders européens.

Phatisa peut vous aider dans cette approche de la région ; nous sommes présents dans plus de 15 pays en Afrique Sub-Saharienne et avons l'expérience de travailler avec des partenaires stratégiques européens et africains sur des projets d'acquisition et de co-investissement.

”

